

**N° DP 24/3**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - BASE NAUTIQUE SITUEE SUR LA ZONE PORTUAIRE DU BRUSC**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le Code des transports,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/02/029 du 23 février 2023, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port du Brusca,

**VU** la délibération n° 23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'arrêté Président n° 20/90 du 30 juin 2020 portant règlement de police du port du Brusc,

**VU** la demande de la Mairie de Six-Fours-les-plages en date du 18 septembre 2023,

**VU** le projet de Convention annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM s'engage à consentir à la Commune de Six-Fours-les-Plages une autorisation d'occupation temporaire de l'ensemble dénommé « Base Nautique du Brusc », composé d'un bâtiment, d'espaces verts, de terre-pleins et d'une cale de mise à l'eau situés sur le domaine public portuaire du Brusc, afin de promouvoir et développer toutes activités liées au nautisme,

**CONSIDERANT** que le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance calculée et révisée annuellement selon les tarifs d'outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage votés pour le port du Brusc,

**CONSIDERANT** qu'il convient de définir les conditions et modalités de cette autorisation par le biais d'une convention délivrée à titre précaire et révocable pour une durée de cinq ans,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** avec la Commune de Six-Fours-les-Plages une convention d'occupation temporaire de l'ensemble des équipements de la « Base Nautique du Brusc » situé sur le domaine public du port du Brusc, dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées sur le budget des ports métropolitains BA 15, sur l'opération du Brusc OP 33000, article 7083.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **09 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



1000 1000 1000

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE  
A LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES  
SUR LA ZONE PORTUAIRE DU BRUSC  
- SIX-FOURS-LES-PLAGES -**

**ENTRE**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..... en date du .....

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

**D'UNE PART,**

**ET**

**La Commune de Six-Fours les Plages**, domiciliée Hôtel de Ville, Place du 18 juin 1940, 83183 Six-Fours-les Plages cedex, représentée par le Maire, Monsieur Jean Sébastien VIALATTE, agissant en vertu de la décision..... en date du.....

Ci-après dénommée « **l'occupant** » ou « **le bénéficiaire** »,

**D'AUTRE PART**

**Exposé préalable :**

La Convention d'Occupation Temporaire, accordée à la commune de Six-Fours les plages par décision du Président n° 18/217 du 20 novembre 2018, de mise à disposition de l'ensemble dénommé « Base Nautique du Brusca », situé sur le domaine public portuaire du Brusca, arrive à terme le 31 octobre 2023. La Métropole TPM s'engage à consentir une autorisation d'occupation par le biais d'une nouvelle convention d'une durée de 5 ans, du 1<sup>er</sup> novembre 2023 au 31 octobre 2028 maximum, et contre redevance fixée annuellement par délibération selon les « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port du Brusca ».

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET

**La commune de Six-Fours les Plages (83183)**, représentée par Monsieur Jean Sébastien Vialatte, domiciliée Hôtel de Ville, Place du 18 juin 1940, 83183 Six-Fours-les Plages cedex, est autorisée à occuper, aux seules fins de « la promotion, l'animation et le développement d'un pôle d'excellence du nautisme qui abrite, fédère, coordonne et soutient manifestations et événementiels sportifs nautiques et toute activité éducative, sociale ou économique liée au nautisme » sur le domaine public portuaire du Brusc et selon le plan joint :

L'ensemble des équipements de la « Base Nautique du Brusc » d'une surface totale de 5467 m<sup>2</sup>, composé :

- d'un bâtiment de 610 m<sup>2</sup>,
- d'espaces verts : 898 m<sup>2</sup>,
- de terre-pleins affectés aux activités nautique ainsi que la cale de mise à l'eau : 2 724m<sup>2</sup>.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité susmentionnée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

## ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **5 ans**, à compter du **1<sup>er</sup> novembre 2023** et jusqu'au **31 octobre 2028** maximum.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction des ports, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de l'Autorité Portuaire, qui pourra le refuser sans motif.

## ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

### 3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance, hors charges locatives, établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage » du port du Brusc.

Cette tarification est révisée annuellement par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

En l'espèce, la redevance s'élève, pour l'année 2023, à :

Titre IV – Article 1 :

- « Locaux bâtis nus situés dans la base nautique sans vocation commerciale » forfait 550,00 € TTC /an, soit, pour 2/12<sup>ème</sup> en 2023 : 91,66 € TTC par local.
- « Locaux bâtis nus situés dans la base nautique à vocation commerciale » forfait 1 500,00 € TTC/an, soit, pour 2/12<sup>ème</sup> en 2023 : 250, 00 € TTC par local.
- 

### 3-2) Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Capitainerie du port du Brusc dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port du Brusc ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la régie de recettes prolongée métropolitaine du port du Brusc » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le bénéficiaire des dépendances du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour la Métropole, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.

En cas de non-paiement de la redevance échue par le bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

### **3-3) Charges locatives**

L'occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphone, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION**

### **4-1) Conditions générales**

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police, ...

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port du Brusc.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement ou pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TPM se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

#### 4-2) Conditions particulières

- Le bénéficiaire s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipement de telle manière que leur utilisation soit agréée conformément à leur usage.
- Le bénéficiaire pourra autoriser des associations, ayant pour objet toutes activités nautiques ou en lien avec la mer, à occuper la base nautique pour un montant ne pouvant dépasser la redevance payée à la Métropole TPM.
- Dans le cas où l'autorisation serait formalisée par une convention d'occupation, une copie de celle-ci devra être transmise à l'autorité portuaire.
- Tout changement de sous-occupant devra être signalé à l'autorité portuaire.
- Le sous-occupant sera tenu de respecter l'ensemble des obligations résultant de la présente.

#### 4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.
- Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.
- Rationnaliser les usages de l'eau (notamment au niveau des lavages de bateaux) avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Entretenir régulièrement ses équipements pour garantir une consommation en énergie maîtrisée et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Utiliser des produits de lavage écolabellisés.
- Sensibiliser ses clients aux bonnes pratiques écoresponsables dans le port et en mer.

#### 4-4) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

#### 4-5) Entretien et réparation



L'occupant sera tenu d'exécuter toutes les réparations locatives nécessaires pour maintenir les lieux et dépendances mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris, s'il y a lieu, installations, matériels et mobiliers.

Il supportera le coût des réparations locatives des tous les travaux nécessaires au maintien en bon état du local, aménagement, ameublement, appareils et installations diverses et en général tout ce qui peut garnir les lieux sans aucune exception ni réserve, conformément au décret n° 87-712 du 26 août 1987.

L'Autorité Portuaire se réserve le droit de faire visiter par ses agents, en présence de l'occupant, les lieux attribués et prescrire les réparations et travaux de remise en état à effectuer.

L'occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole TPM à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

La Métropole TPM sera en charge, pendant toute la durée de l'occupation, de toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que locatives.

#### **4-6) Remise en état des lieux**

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

### **ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers et notamment contre les risques d'incendie et de vandalisme.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

## **ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS**

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

## **ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

### **7-1) Résiliation à la demande du bénéficiaire**

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

### **7-2) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions**

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

### **7-3) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général**

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

#### **7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles**

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

#### **ARTICLE 8 – EXECUTION**

Le Président de la Métropole TPM sera chargé de l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

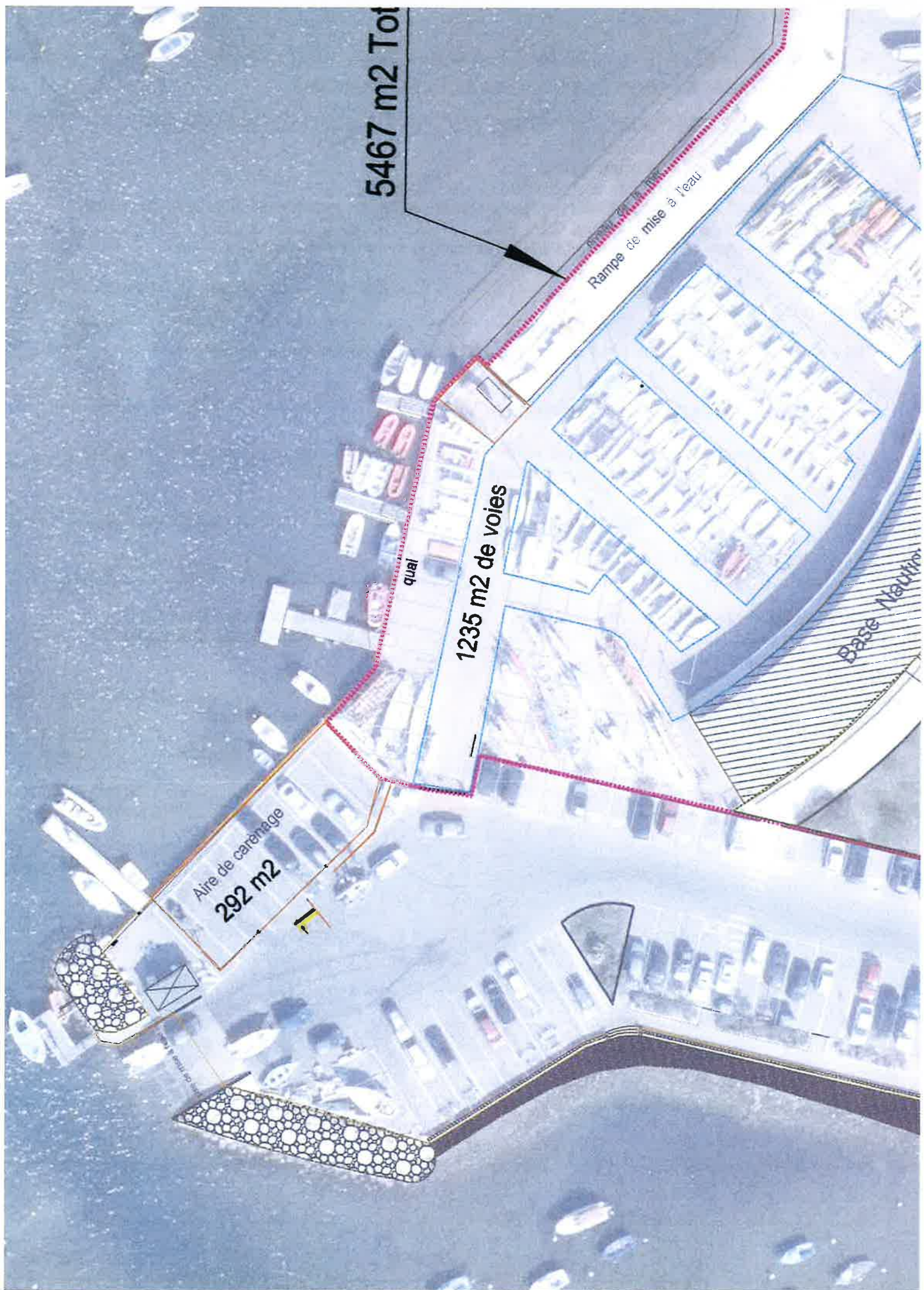
Fait à Toulon, le  
En 3 exemplaires

Le Maire de la ville de Six Fours

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean- Sébastien VIALATTE

Jean - Pierre GIRAN



5467 m2 Tot

Rampe de mise à l'eau

qual

1235 m2 de voies

Aire de carénage  
292 m2

Base Nautique





Six-Fours-Les-Plages, le 18 SEP. 2023

**MAIRIE DE  
SIX-FOURS-LES-PLAGES**

**GESTION DES BIENS ET DE  
LA PROTECTION DES RISQUES  
Tél : 04.94.34.94.60**

**Service Patrimoine**

**N/ Réf : LC/EL/ N° 149**

**OBJET : Demande renouvellement  
convention occupation base nautique  
du Brusc  
PJ : convention du 28/01/2019**

**METROPOLE Toulon Provence  
Méditerranée  
DGA FINANCES ET MOYENS  
Direction de l'Immobilier et du Foncier  
Service Gestion Immobilière  
107 rue Henri Fabre  
BP 20722  
83052 TOULON CEDEX**

**A l'attention de Madame Sandra BRET**

**Madame,**

La convention d'occupation temporaire accordée à la Commune de SIX FOURS  
LES PLAGES du 28/01/2019 (ci-jointe) pour la mise à disposition de la base  
nautique du Brusc arrive prochainement à échéance.

Par la présente, je vous demande donc le renouvellement de cette autorisation.

Dans l'attente,

Je vous prie d'agréer, **Madame**, à l'assurance de mes sentiments distingués.

**Jean Sébastien VIALATTE**

**Député-Honoraire**

**Maire de Six Fours les Plages**

**Vice-Président de la Métropole**

**Toulon Provence Méditerranée**



